

Analyse
de Frédéric Lordon

Après le 11 septembre : vraiment plus rien comme avant ?

Si le « changement d'époque », la « nouvelle ère » et le « plus rien comme avant » occupent une telle place de choix dans l'ensemble des schèmes du prêt-à-penser, c'est probablement parce que, mieux que nul autre, ils permettent à ceux qui s'en prévalent - éditorialistes, bien sûr, mais aussi experts de plateaux, *fast thinkers* et autres intellectuels parodiques - de prendre la pose qu'ils affectionnent par-dessus tout, celle de la prophétie et de la clairvoyance : vision par-delà les horizons et prédiction des grandes ruptures. Dans le menu fretin des événements ordinaires, il faut faire avec ce qu'on a et, depuis 1997 par exemple, les commentateurs de la vie politique française nous ont déjà annoncé dix fois le « tournant » de la cohabitation - qui continue de se bien porter, merci. Heureusement, de temps à autre, passe un plus gros poisson. L'économie de l'internet avait déjà donné bien du matériel aux vaticinations *new age*. Puis le 11 septembre est arrivé.

Les pythonisses ne pouvaient pas loucher pareille occasion et, trois mois plus tard, elles n'ont toujours pas désarmé : plus rien n'est ni ne sera comme avant. Ce ne serait pas la première fois que serait commise la confusion du spectaculaire et du décisif, plus fréquente encore lorsque le spectacle est militaire - on pourrait par exemple se souvenir de la guerre du Golfe, dont on avait déjà annoncé qu'elle marquait un tournant dans l'histoire du monde et qui avait alors donné lieu à cet exercice de « mesure du siècle » à peu près aussi inepte que la prophétie des ères nouvelles : le XX^{ème} siècle se sera successivement (et au choix) achevé en 1989 (chute du Mur), en 1991 (guerre du Golfe), ou en 1993 (Sarajevo) ; et naturellement le XXI^{ème} est déclaré commencer le 11 septembre 2001... Heureusement, les bonimenteurs ont pour eux l'amnésie générale et peuvent annoncer trois clôtures et deux commencements sans que personne n'y trouve à redire ni ne s'inquiète de ces chronologies lacunaires.

Le 11 septembre a-t-il donc davantage changé la face du monde ? On a d'abord annoncé une révolution économique : ce serait la fin du néolibéralisme et le retour de l'Etat keynésien. Il ne faut pourtant pas compter sur ces catégories trop simples, pour visions du monde en noir et blanc, si l'on veut comprendre la réalité autrement plus contradictoire des doctrines et des pratiques économiques américaines. Car si l'on tient la finance libéralisée pour vecteur principal du néolibéralisme et de ses disciplines, alors rien n'a changé, et les contraintes structurelles que font peser les marchés sur les différents agents économiques, privés comme publics, n'ont pas bougé d'un iota. Quant à la politique économique, il faut la cécité des

idéologues pour ne pas s'être encore aperçu du double langage américain en cette matière. Voilà maintenant deux décennies que la science économique américaine professe à l'usage des autres des anathèmes théoriques que le gouvernement américain n'est pas suffisamment sot pour prendre au pied de la lettre. Et si l'on consentait à user d'un cliché pour en défaire un autre, on pourrait dire que le fameux « pragmatisme » américain n'est nulle part plus visible qu'en matière de politique économique, où l'on laisse les experts officiels intimider les gouvernements étrangers, apprentis besogneux du néolibéralisme qui croient désormais dur comme fer à la

« Ce ne serait pas la première fois que serait commise la confusion du spectaculaire et du décisif »

malédiction des politiques discrétionnaires, quand le gouvernement américain n'a, lui, jamais oublié les vertus rustiques d'un keynésianisme dont on refuse certes de prononcer le nom, mais dont on sait manier les instruments avec toute la vigueur nécessaire. Sous couleur de *supply-side economics*, le Reagan des années 80 nous avait déjà fait le coup d'une bonne vieille relance budgétaire par la dépense militaire. Quant à la politique monétaire, c'est peu dire que M. Greenspan sait aussi bien se servir de l'accélérateur que du frein. C'est donc une longue tradition qui trouve son prolongement en cette fin d'année 2001 : d'un côté les vannes de la liquidité sont grand ouvertes, de l'autre la dépense publique est largement mobilisée pour financer l'effort de guerre, le renforcement de la sécurité intérieure et le bouclier anti-missile dont G. Bush n'a pas désarmé. S'il y a une nouveauté, c'est que, pour la première fois, les deux instruments de la *policy mix* sont simultanément mobilisés, mais l'on accordera sans peine que c'est là une innovation de second ordre... Mais l'Etat venant au secours des compagnies aériennes et des assurances n'est-il pas cette fois le signe indiscutable d'une nouvelle ère ? Il faudrait là encore se montrer incapable de faire la distinction des discours et des pratiques pour avoir la naïveté d'y croire. Les lobbyistes des grandes entreprises maîtrisent de longue date l'art de faire savoir quand l'Etat n'a pas à se mêler des *business* qui marchent et quand il doit intervenir pour socialiser les pertes. Et l'Etat américain, fût-il libéral, sait depuis au moins le New Deal, avoir le geste secourable - l'administration Bush père n'avait-elle pas fait éponger par le contribuable le désastre des caisses d'épargne, d'un calibre comparable à celui de notre Crédit Lyonnais ? Là encore, pas grand chose de neuf sous le soleil...

Mais, dira-t-on - et ce ne serait pas faux -, la politique économique des Etats-Unis n'est pas tout, et si rupture de l'ordre du monde il y a, c'est surtout sur le plan des relations internationales qu'il s'agit de la chercher. Bien sûr, on n'aura pas l'impudence de dire que tout est resté strictement à l'identique, et de ce point de vue géopolitique, c'est certainement l'alignement russe sur les positions américaines, sa légitimation ostentatoire - très évidemment recyclable à des fins domestiques - de la « lutte contre le terrorisme » et son revirement stratégique en direction de l'Otan qui constituent les événements les plus considérables. Mais si l'on met de côté cette nouvelle donnée, évidemment importante, ce sont plutôt les continuités qui se laissent observer, et même sous la forme de l'accentuation des tendances antérieures. Pour en prendre conscience, il faut d'abord renoncer aux interprétations les moins exigeantes qui, ne voulant rien mettre en cause de la puissance américaine, tiennent les événements du 11 septembre pour l'effet d'un ineffable « mal absolu », surgi par génération spontanée, et incarné dans une troupe de furieux qu'il suffirait de détruire pour que le problème soit réglé. Or, contre tous ceux qui confondent comprendre et juger, il faut plutôt accepter de voir tout ce que les attentats doivent aux excès mêmes de l'hégémonie, même si c'est par une médiation autrement plus complexe et plus « étirée » qu'une simple causalité directe. Cette conversion du regard, probablement douloureuse aux supporters les plus inconditionnels de la nation américaine, devrait pourtant être possible maintenant que l'on sait mieux ce que le régime taliban et l'intégrisme islamiste doivent aux errements de la *Realpolitik* des Etats-Unis, et plus encore au moment où, très symboliquement et comme en illustration du motif général du *backlash*, il se confirme que le terrorisme à l'antrax vient lui de l'intérieur,

et peut-être pis : des laboratoires mêmes de la puissance bio-militaire américaine... Nonobstant tous ces faits et gestes de la puissance américaine qui auront indirectement, et parfois très directement, contribué à armer la menace terroriste maintenant retournée contre elle, on serait prêt à considérer comme légitime défense l'action militaire engagée contre Al Qaeda, mais on lui aurait trouvé une légitimité plus grande encore si elle avait su s'accompagner d'une rupture spectaculaire avec les pratiques antérieures de l'hégémonie et si, accomplissant d'un côté le travail de force d'anéantissement des réseaux, les Etats-Unis avaient su aussi, de l'autre, s'engager dans la reconstruction d'un ordre international moins inégalitaire, moins écrasé de leur domination unilatérale et moins brutalisé par le primat de leurs seuls intérêts - inflexion qui, si l'on prend au sérieux l'analyse précédente, devrait moins à de bons sentiments circonstanciels qu'à une rationalité bien comprise. Or, il n'y a rien par-delà l'action militaire présente, si ce n'est une écrasante continuité reconduisant

« Le gouvernement américain n'a jamais oublié les vertus du keynésianisme dont on sait manier les instruments avec toute la vigueur nécessaire »

l'ordre ancien et ses déséquilibres, et loin qu'on puisse dire que « plus rien ne sera comme avant », il semble au contraire que tout continue comme par le passé - et peut-être même en pire. Car, depuis le 11 septembre, la liste est longue des décisions américaines qui ne veulent obstinément rien savoir du développement équilibré de la planète et n'ont rien cédé des pratiques unilatérales de l'hégémonie. Les Etats-Unis ont de nouveau manifesté leur ferme intention de ne pas ratifier la création de la cour pénale internationale de Rome, c'est-à-dire leur refus de toute justice qui pourrait les mettre en cause. On leur doit l'échec récent de la conférence de Genève sur la régulation des armes chimiques - un comble, quelques semaines à peine après les attaques à l'antrax ! -, mais aussi la dénonciation - certes « négociée » avec Moscou, mais tout de même... - du traité ABM. Quand l'administration Bush rompt avec l'isolationnisme qui lui avait fait délaissier le conflit proche-oriental, c'est pour s'y réimpliquer de manière si déséquilibrée que toutes les tensions arabo-occidentales qui s'y cristallisent s'en trouvent avivées de plus belle. Rien non plus de ce qui pourrait faire ombrage à l'empire techno-économique américain ne sera toléré - ainsi les Etats-Unis s'opposent-ils maintenant à ce que le monopole de leur GPS soit entamé par le Galiléo européen. Voudrait-on enfin se faire une idée de la conception américaine de l'aide au développement qu'il suffirait de faire le constat des 0,10 point de PIB qu'ils y consacrent, effort le plus dérisoire du plus riche des plus riches, et dont on ne sent pas qu'il soit appelé à croître dans un

futur proche. Mais peut-être le pompon doit-il aller à l'usage privatif que les Etats-Unis font ouvertement des institutions internationales comme le FMI, dont les responsables, Anne Krueger par exemple, théorisent le désengagement, et dont le comportement vis-à-vis de l'Argentine ne prend même plus la peine de dissimuler sa subordination aux intérêts géopolitiques américains : l'Argentine doit s'y faire, elle n'a rien à faire valoir qui puisse servir la puissance américaine comme la Russie, la Turquie ou le Pakistan, ce sera donc régime maigre.

Ce n'est pas un nouvel ordre du monde qui a surgi des ruines du 11 septembre, c'est le désir de reconstruire le même, en plus profond et en plus rude. Certes, les Etats-Unis ont été frappés sur leur sol, et c'est là une nouveauté radicale qui change quelque chose à leur psychologie collective. Mais si les new-yorkais se sont un temps posé la question de savoir « pourquoi on nous hait tant », l'interrogation semble avoir fait long feu. En tout cas, elle n'est pas allée jusqu'à la Maison Blanche.

▲ F.L., chargé de recherche au CNRS